

Dernière modification le 29/12/2016 par DAT/AES¹.

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour le Cambodge : l'agriculture et l'agro-industrie, les infrastructures, le soutien au secteur productif et la formation professionnelle. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

CONTEXTE

Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

Secteur sociaux

Santé: Le Cambodge est l'un de neuf pays qui ont atteint la cible OMD 5A en 2015, indiquant une diminution d'au moins 75% du taux de mortalité maternelle entre 1990 et 2015. Le taux décès maternels a chuté de 84,2% au cours de 25 dernières années, passant d'environ 1020 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 161 en 2015. Cependant, il reste supérieur à la moyenne régionale (110/100 000 naissances)². En 2015, 71% des naissances ont été assisté par du personnel de santé qualifié (GGGR 2015)

Le taux de fécondité est de 2.9 enfants par femme (GGGR 2015). En ce qui concerne la maternité précoce, le *Cambodia Demographic and Health Survey 2014* constate qu'environ 1 femme sur 8 (12 %) âgée de 15-19 ans est devenue mère ou est actuellement enceinte de leur premier enfant. Ce taux varie considérablement en fonction du lieu de vie : 6% des femmes urbaines commencent la maternité à l'adolescence, contre 13% des femmes rurales. Le taux de fécondité des adolescentes est fortement associé à l'éducation : plus d'un tiers des adolescents (37%) qui ne sont jamais allées à l'école sont déjà mères, contre 18% avec éducation primaire et 8% avec des études secondaires ou supérieures³. Le taux de prévalence contraceptive chez les femmes mariées ou en union âgées de 15 à 49 est de 59%. (GGGR 2015)

Education: Même s'il y a eu une amélioration des taux de scolarisation et d'achèvement des études, tant pour les filles que pour les garçons, des inégalités subsistent. Le taux d'alphabétisation des femmes est de 71% alors qu'il est de 84% pour les hommes (GGGR 2015).

-En 2015, le taux de scolarisation au niveau primaire des filles était de 97% et celui de garçon 100%. La scolarisation aux niveaux secondaire et supérieur est beaucoup plus faible, d'autant plus pour les femmes avec des pourcentages de 36% dans le secondaire et 12% dans le supérieur contre 40% et 20% respectivement pour les hommes. 80% de l'offre d'études supérieures provient du secteur privé

Participation politique : Les femmes restent peu présentes dans la sphère politique : en 2015, les femmes occupent 20% des sièges parlementaires et 7% des positions ministérielles (GGGR 2015).

Appui à la formation professionnelle

La participation économique des femmes est élevée : en 2015, 82% des femmes sont actives économiquement (tous secteurs confondus). La pauvreté est un phénomène sexé : 27% ménages cambodgiens sont dirigés par des femmes et sont plus susceptibles d'être pauvres que les ménages dirigés par des hommes. Les hommes en âge de travailler quittent souvent leurs villages et leur famille pour aller s'embaucher dans les centres urbains voire en Thaïlande

Les ménages dirigés par des femmes ont tendance à posséder de plus petites parcelles de terrain. Alors que la participation des femmes dans la population active est très importante au Cambodge, la majorité des femmes sont en situation d'emploi vulnérable. Elles occupent des emplois **plus précaires et moins payés** : en moyenne, les salaires des hommes sont 30% plus élevés que ceux des femmes⁴.

- Les femmes se dirigent peu vers des métiers techniques, et finissent par être cantonnées à des métiers peu reconnus et rémunérés, notamment la couture et la coiffure.
- **Dans l'industrie du tourisme**, il est estimé que les femmes représentent 60% de la force de travail.
- **Dans l'industrie du textile**, les femmes représentent 90% de la force de travail et il est estimé que leurs versements subviennent aux besoins de 1.7 millions de cambodgiens (ONU Femmes). Quoiqu'elles représentent la grande majorité des

¹ Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification.

² OMS (2015), Tendances de la mortalité maternelle : 1990-2015 [lien](#)

³ National Institute of Statistics, Directorate General for Health, and ICF International, (2015). Cambodia Demographic and Health Survey 2014. P, 76 [Lien](#)

⁴ FAO (2016) *The Impact of Gender Policy Processes on the Right to Food: the case of Cambodia. Document disponible [ici](#)*

ouvriers du secteur, elles ne sont pas (ou très peu) présentes dans les positions managériales. **Les délégués syndicaux sont majoritairement des hommes**

Filières agricoles

En 2014, 46,7% des femmes actives travaillent dans le secteur agricole⁵. Les femmes, notamment les femmes khmères, sont potentiellement autonomes : elles ont le droit à la propriété, à la gestion de transactions financières et contribuent aux décisions domestiques. Dans la pratique les inégalités, notamment en termes de revenus et de propriété, persistent :

- Alors que 60% des micro-entreprises agricoles appartiennent à des femmes, elles ont un revenu moyen inférieur aux hommes. Leurs options sont limitées par des normes sociales traditionnelles et par un faible taux d'alphabétisation et d'accès à l'éducation : 58% des femmes rurales de plus de 25 ans n'ont pas complété l'enseignement primaire⁶.

- 20% des foyers agriculteurs sont dirigés par des femmes : ces foyers ont tendance à être moins alphabétisés (taux d'alphabétisation 42% dans les foyers dirigés par des femmes vs. 80% dans les foyers dirigés par des hommes), moins équipés (8% des foyers dirigés par des femmes possèdent une pompe à eau vs. 19% pour les hommes), ont moins accès au crédit (quoique l'accès au crédit reste faible pour les foyers dirigés par les hommes également) et un faible nombre possède des titres de propriété (alors que 82% des foyers dirigés par des hommes sont propriétaires de leurs terres, ce n'est le cas que pour 18% des foyers dirigés par des femmes).

Inclusion financière

D'après l'enquête FINMARK pour MAP 60% des femmes déclarent posséder un compte (15% en banque et 45% en IMF) pour une moyenne nationale de 59% (17% et 38%). Selon les IMF – regroupées dans la CMA – il est considéré que 17% des femmes utilisent les banques et 24% les IMF.

D'une manière générale l'inclusion financière reste un enjeu important au Cambodge. En 2015, seulement 11% des femmes âgées de plus de 15 ans déclaraient posséder un compte dans une institution formelle (banques ou institutions de microfinance agréées...) la moyenne nationale pour la même tranche d'âge est équivalente (3,7%).

- **Accès au crédit:** 20,1% des femmes âgées de plus de 15 ans déclarent avoir contracté un prêt dans une institution financière, contre 18,5% pour les hommes. Cela s'explique notamment par le fait qu'elles sont ciblées en priorité par les IMF locales. On peut cependant s'interroger sur l'objet et les montants des crédits octroyés aux femmes (est-ce qu'ils sont effectivement utilisés pour des activités gérées par des femmes ?)

- **Accès au produit d'épargne:** les produits d'épargne proposés par les institutions financières restent très peu utilisés au Cambodge, en moyenne 0,8% des cambodgiens en ont recours. Un travail important peut être élaboré pour faciliter une meilleure appropriation de ceux-ci par les femmes, étant donné que seulement 0,2% d'entre elles épargnent dans une institution financière, ce taux est de 1,47% pour les hommes.

Un constat se dégage: ce sont les femmes qui contractent le plus de crédit, tandis que ce sont les hommes qui épargnent le plus. Cette proportion inversée entre épargne et crédit pourrait signifier que les femmes sont utilisées comme « vitrine » par les hommes pour faciliter leur accès au crédit. Cela est d'autant plus nuisible à leurs activités que ce sont elles qui sont responsables des prêts et donc astreintes aux corvées de remboursement. En plus de ce problème de contrôle des ressources, on peut également se demander si les montants octroyés aux femmes sont assez élevés pour leur permettre de générer des revenus suffisants à épargner? Ce sujet gagnerait à être abordé dans le cadre de projets avec les institutions financières cambodgiennes⁷.

Le Cambodge est classé 109/145 dans le Gender Gap Index⁸ et 13/86 dans le SIGI⁹. Le classement SIGI témoigne de l'existence d'institutions sociales moins discriminatoires au Cambodge que dans d'autres pays non-OCDE, quoique dans la pratique des inégalités entre femmes et hommes persistent comme l'indique le GII.

⁵ Ibid

⁶ Ibid

⁷ Sources de données : G20 Financial Indicators : <http://datatopics.worldbank.org/g20fdata/country/cambodia>

⁸ GII: Gender Inequality Index, PNUD. Cet indicateur est composé de 3 dimensions : la santé reproductive, l'empowerment des femmes (mesuré à travers le nombre de sièges parlementaires occupés par des femmes et le nombre de femmes ayant fait des études supérieures) et l'insertion des femmes sur le marché du travail.

⁹ Le Social Institution and Gender Index (SIGI) s'intéresse au niveau de discrimination des institutions sociales de chaque pays, cherchant à comprendre les causes des inégalités entre hommes et femmes. Cinq dimensions sont prises en compte, à savoir : code de la famille discriminatoire, intégrité physique restreinte, préférence à l'égard des fils, ressources et droits à la propriété restreints et libertés civiles restreintes. Note : le SIGI ne prend en compte que les pays non-OCDE et non-européens, ayant une population supérieure à 1 million et des données disponibles sur les institutions sociales.

Législation

Ratification de la CEDEF¹⁰ en 1992 et du Protocole CEDEF¹¹ en 2010.

- Les textes constitutionnels confèrent des droits égaux aux deux sexes. L'article 35 de la Constitution dispose l'abolition de toutes les formes de discriminations envers les femmes.
- Le nouveau Code Civil (2008) prévoit égalité en termes d'héritage. Les droits fonciers des femmes sont régis par la Loi sur le Mariage et la Famille de 1989 ; qui confère des droits égaux aux femmes et aux hommes. Cette loi fait la distinction entre la propriété commune (acquise durant le mariage) et individuelle (détenue avant le mariage).
- Le Code Civil prévoit que les femmes aient accès aux services bancaires. Dans la pratique, une connaissance limitée de ce droit et un accès limité aux informations liées au crédit contraint la mise en œuvre effective de ce droit.
- Loi sur la « Prévention de la Violence Domestique et la Protection des Victimes » adoptée en 2005¹² criminalise les actes de violence domestique, sans toutefois spécifier des sanctions. Le viol est un crime passible de 5 à 10 de prison (cependant les viols sont peu signalés).
- Loi sur la Suppression du Trafic Humain et de l'Exploitation sexuelle (Février 2008).

Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)

[Cambodian Gender Strategic Plan](#) : Neary Rattanak IV est le plan stratégique quinquennal (2014-2018) pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au Cambodge. Conformément à la situation actuelle dans le pays et la phase III de la Stratégie rectangulaire pour la croissance, l'emploi, l'équité et l'efficacité, le Ministère des affaires des femmes, en partenariat avec les ministères concernés / institutions et d'autres partenaires, a mis au point le plan stratégique Neary Rattanak IV afin de poursuivre les efforts du gouvernement pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au Cambodge. Le plan stratégique a été élaboré sur la base des leçons apprises et les résultats de la mise en œuvre de Neary Rattanak III ainsi que les conclusions et recommandations de l'évaluation du genre Cambodge 2014.

[Gender Mainstreaming Policy and Strategic Framework in Agriculture 2016–2020](#) Le genre Intégration de la Politique et le Cadre stratégique 2016-2020 a été élaboré par le Groupe de travail sur genre et les enfants (GCWG) , au sein du ministère de l'Agriculture , des Forêts et de la Pêche (MAFF) . La politique est le résultat de consultation intensive entre les dirigeants centraux et provinciaux GCWG et MAFF , des représentants Ministère de la planification (MoP) et MoWa , et les partenaires de développement , y compris la FAO

ACTEURS NATIONAUX

Responsabilité institutionnelle sur le genre

• [Ministry of Women's Affairs \(MOWA\)](#)

Etabli en 1996, le Ministère des Affaires des Femmes coordonne l'intégration transversale du genre dans les ministères sectoriels et les administrations. Le Ministère a influencé le développement des plans nationaux et stratégies (notamment la National Poverty Reduction Strategy 2003-2005, les OMD, le Governance Action Plan 2001). MoWA promeut des mécanismes cherchant à avancer des stratégies sectorielles d'intégration du genre ; et a soutenu le développement de 22 plans d'actions (Gender Mainstreaming Action Plans). Parmi les ministères ayant développé des plans d'actions: Ministry of Labour and Vocational Training, Ministry of Commerce, Ministry of Industry, Mining and Energy, Ministry of Agriculture Forestry and Fisheries, Ministry of Education, Youth and Sport, Ministry of Planning, Ministry of Economy and Finance.

Contact : Ms Sochetra NHE AN, Director of Gender Equality Department. Tel: +855 (0) 23 426 103. Email: nheansochetra@online.com.kh, Adresse : no 3, Norodom Boulevard, 12202 Phnom Penh.

The Chhunhak – MoWA - Deputy Director General

Ms. Chhoy Kim Sor – MoWA - Director, Department of Planning and Statistics, tel (855) 12 761 306

• [The Cambodian National Council for Women \(CNCW\)](#)

Etabli en 2001, ce conseil est présidé par la Ministre des Femmes et réunit les secrétaires d'états sur les différentes thématiques sectorielles. Mécanisme de coordination et pourvoyeur de conseil au Gouvernement Royal sur le genre et les droits des femmes.

¹⁰ Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

¹¹ Protocole facultatif prévoyant que « des communications peuvent être présentées par des particuliers (...) qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat Partie d'un des droits énoncés dans la Convention (CEDEF) ».

¹² Les violences contre les femmes sont répandues : les viols semblent augmenter, la violence domestique est silencieuse mais importante (il est estimé que presque un quart des femmes mariées ont vécu des épisodes de violence domestique). Une culture d'impunité qui protège les perpétrateurs de violences et la stigmatisation des survivantes des violences renforce les inégalités.

- **The Technical Working Group on Gender (MOWA, UNDP, JICA)**

Mécanisme cherchant à faire travailler ensemble les ministères sectoriels, les ONGs et les bailleurs de fonds.

- **Women and Children's consultative committees (WCCCs)**

Comités locaux établis dans une optique de décentralisation en tant que mécanisme sub-national cherchant à promouvoir l'égalité de genre et l'émancipation des femmes et des enfants. Fournissent des suggestions et recommandations aux conseils locaux, conseil des gouverneurs et autres comités.

- **Ministères sectoriels.** Voir les contacts cités dans le cadre du rapport « Cambodia - MDG Acceleration Framework – Promoting Women's Economic Empowerment » réalisé par le PNUD.

Ministry of Agriculture Forestry and Fisheries, Ms Ourng Heng, Deputy Secretary General of MAFF, Deputy Director of Gender Unit

Autres acteurs nationaux (recherché, ONG...)

Gender and Development for Cambodia (GADC). ONG d'appui de nombreux projets sur le genre et la sensibilisation. Ont formé plus de 13 000 personnes.

Contact : Mrs. Khornvipa Whillas, Chair Person, Kwhillas3@gmail.com

Cambodian Women's Development Agency (CWDA) : ONG dont la mission est de promouvoir l'autosuffisance des communautés rurales et l'avancement des droits économiques et sociaux des femmes (depuis 1993).

Contact : Hun Phanna, acting Executive Director.

Adresse: No. 19, Street 242, Boeung Prolit, Khan 7 Makara, Phnom Penh.

Telephone: +855 23 210 449. Email: cwdagency@gmail.com

Banteay Srei : ONG de renforcement des capacités des femmes sur le plan politique, économique et psycho-social. Mènent des programmes sur l'autonomisation des femmes, la gestion des ressources et des catastrophes naturelles, la lutte contre les violences faites aux femmes.

Ms. Sok Panha, Director, banteaysrei@online.com.kh.

Tel : +855 (0) 232 169 22 ; Email: banteaysrei@online.com.kh

Adresse : #19B, Street 145, Sangkat Phsar Doeum Tkov, Khann Chamcar Mon, Phnom Penh, PO BOX 728.

Cambodian Center for Human Rights,

Chak Sopheap, Executive Director ; Chor Chanthya Project Coordinator - Promote Women's Political Representation in Cambodia ; Vann Sophath Land Reform coordinator.

Adresse : #798, St.99, Boeng Trabek, Chamkarmon, P.O.Box: 1506, Phnom Penh, Tel : (+855) 23 726 901. Email : info@cchrcambodia.org

Women's Media Centre (WMC) : L'activité de WMC porte sur la sensibilisation et la diffusion d'informations sur diverses questions affectant les femmes cambodgiennes, notamment sur les rôles et les droits (par exemple les droits fonciers) des femmes Contact : Tel (855) 23 881 497, E-mail: info@wmc.org.kh, adresse : #19A, Street 564, Sangkat Boeng Kak I, Khan Tuol Kok, Phnom Penh, Cambodia. P.O Box 497 | Phnom Penh

Women for Prosperity (WFP) : ONG de promotion de renforcement des capacités des femmes, de l'estime de soi, notamment au niveau decentralize et rural. Nanda Pok, Executive Director

Parliamentary Institute of Cambodia : Organisation indépendante, propose des publications/recherche analysant des enjeux législatifs et liés aux politiques publiques. Publication en Mars 2013 : « Encouraging the participation of women in Political life in the Sub-national level ».

Contact : SENATE, Vimeanrath Chamkar Mon, Preah Norodom Blvd, Phnom Penh. Email: admin@who-needs-spam.pic.org.kh; Tel (+855) 23 210 056.

Personnalité qualifiée sur le genre : Kasumi Nakagawa, member du CA de Banteay Srei. Enseignant à la Pannasastra University, a participé à la mise en place du plan d'action national de lutte contre les violences faites aux femmes. mds@rupp.edu.kh

ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

ONG internationales intervenant sur le genre

ActionAid Cambodia, #69, St.242, Sangkat Chaktomuk, Khan Daun Penh, Phnom Penh, Cambodia,
Tel: (855) 23 994 987, Email: e-mail.cambodia@actionaid.org

Paz y desarrollo, Yolanda Martinez, country coordinator, Cambodia Office: #5Z, St. 181, Sangkat Tum Nup Teuk, Khan Chamkar Morn, Phnom Penh, Cambodia. Phone: (855)23 994 741 / 987 841, Email: info.cambodia@pazydesarrollo.org. Website: www.pydcambodia.org. *Cambodia's programme in gender to improve the living conditions of women in the Northeast provinces of Cambodia*

Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

ADB Cambodia Resident Mission (CARM).

Chandy Chea, Gender Specialist, cchea@adb.org, Tel: + 855 23 215 246.

Adresse : No. 29, Suramarit Boulevard (St. 268), Sangkat Chaktomuk, Khan Daun Penh, P.O. Box 2436, Phnom Penh

Delegation de l'UE au Cambodge. Développement humain, genre, migrations :

Mr. Vincent VIRE ; Mr. Noeun BOU.

E-mail: DELEGATION-CAMBODIA@eeas.europa.eu.; Telephone: +855 23 216 996 / 220 611

Adresse : No. 100 A, Preah Norodom Boulevard. Khan Daun Penh, 12207 Phnom Penh.

UNDP Cambodia

Gender focal point : Ms Leakhena SIENG, Programme Analyst,

Tel: + 855 (0) 23 216 167, Email: leakhena.sieng@undp.org ;

UNDP, No. 53, Street 51, Phnom Penh

Heng Seltik, Women's Economic Empowerment Specialist

UN WOMEN :

Mr. Va Ros, UN Women Cambodia, tel: +855 12 593 956, email va.ros@unwomen.org ;

Ms. Gihan Hassanein, UN Women Asia Pacific Regional Office, email: gihan.hassanein@unwomen.org ;

ILO Cambodia, Mr. Rim Khleang, tel: +855 12 928 971, email: rim@ilo.org

Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

Autonomisation économique/formation professionnelle

UNWOMEN. Evaluation of UNW project: Enhancing **protection of women migrant workers**: to increase women's access to economic empowerment and opportunities.

Banque Asiatique de Développement (co-financement avec l'AFD). Strengthening Technical and Vocational Education and Training (STVET) Project II. L'équipe ADB inclus 2 spécialistes genre et pauvreté. Swetal Sindhvad, ssindhvad@adb.org

International women's development agency (IWDA). Soutien aux ouvrières du textile, Phnom Penh, Cambodia. Plus d'informations [ici](#).

Soutien institutionnel

PNUD, Finance Partnership for Gender Equity Phase III (budget 2,1m€) pour la promotion du genre dans les stratégies nationales, les actions des ministères, notamment des affaires sociales, la formation des cadres de l'administration... le PNUD soutient également les "Technical Working Groups on Gender".

JICA, Soutien technique à la mise en œuvre de **mécanismes institutionnels pour l'intégration transversal du genre** (voir PGM ci-dessous) auprès des Ministry of Labor and Vocational Training (MLVT) et Ministry of Economy and Finance. Project on gender mainstreaming (PGM/Phase 2 – 2010-2015) A travers PGM1 (2003-2008), JICA apporte un support technique pour l'intégration transversale du genre entreprise par le gouvernement, notamment en termes de capacity building, implémentation, monitoring et évaluation de politiques publiques). PGM2 porte sur la promotion de l'autonomisation

économique des femmes ; notamment sur la génération de revenus pour des femmes dans des districts de la province Kampong Cham. Partenaires nationaux : MoWA, Ministry of Planning (MOP), Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF), Ministry of Industry, Mine and Energy (MIME), Ministry of Commerce (MOC), Ministry of Labor and Vocational Training (MLVT), Ministry of Rural Development (MRD), International Fund for Agriculture Development (IFAD), Sahakreas CEDAC, Cambodia-India Entrepreneurship Development

Autres

Délégation de l'UE : dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de l'UE du genre, la délégation a soutenu 10 projets liés au genre au Cambodge pour un montant de 3,6m€ sur des thèmes de l'autonomisation des femmes, formation, sensibilisation, plaidoyer, amélioration de la sécurité alimentaire des ménages, soutien à l'implication politique des femmes...

ONG Paz y Desarrollo. "Improve opportunities and promote Cambodian's Women in Social, Political and Economic Areas" (budget : 2,5m€). Coordonné par l'ONG espagnole Paz y desarrollo en lien avec le Ministry of women affairs

Programme de radio 1 samedi sur 2 FM 93.5, sur les **voix des femmes et leurs choix** Heinrich Böll Stiftung Cambodia

Travaux de production de connaissance des ONG et bailleurs basés au Cambodge

FAO (2016) The Impact of Gender Policy Processes on the Right to Food: the case of Cambodia. Document disponible [ici](#)

UNDP, Human Development Report : The Rise of the South Analysis on Cambodia. Gender Inequality Index (GII) in Cambodia. Document disponible [ici](#).

Banque Asiatique de Développement. Gender Equality and the Labor Market : Cambodia, Kawakhstan and the Philippines. Document disponible [ici](#).

Heinrich Böll Stiftung Cambodia, Intégration transversale du genre dans les politiques, leadership des femmes au Cambodge et quotas pour une participation économique et politique des femmes

Heinrich Böll Stiftung Cambodia, Gestion communautaire des pêches et genre au Cambodge.

Coopération Canadienne, Problématique de l'aquaculture ou de la gestion des ressources environnementales et enjeux hommes-femmes, Phnom Penh
Elsie Critch, elsie.critch@mi.mun.ca

Cambodia Development Resource Institute (CDRI), Working Paper Series No. 89, NANG Phirun and OUCH Chhuong. Changement climatique et genre au Cambodge.

Rapports et analyse d'actionaid sur l'**efficacité de l'aide au Cambodge et le genre**.